

POLICY COUNCILS



TOWNHALLS

EXERCICES DE REFLEXIONS SUR L'AVENIR

LES PERSPECTIVES

LES EXERCICES DE REFLEXION SUR L'AVENIR : LE DÉPLOIEMENT DU PACTE POUR L'AVENIR DE CGLU

Le secrétaire général de l'ONU, dans « Notre programme commun », appelle à un multilatéralisme inclusif, en réseau et efficace pour « répondre aux besoins des personnes et de la planète » en tant que réponse au contexte planétaire actuel, marqué par des urgences complexes et des régressions dans la réalisation des objectifs mondiaux. **Le Pacte pour l'avenir de CGLU - Déclaration Politique de Daejeon, adopté lors du Congrès mondial en 2022, est l'instrument par lequel le mouvement municipaliste réaffirme son engagement envers cette transformation.** Il met en avant l'action collective, l'autonomisation, la propriété partagée et la solidarité.

En 2023, CGLU s'est engagée à décliner le Pacte pour l'avenir de CGLU, et les exercices de réflexion sur l'avenir (FEE, selon l'acronyme en anglais), mandatés par les Conseils politiques de CGLU, sont un mécanisme pour le faire. Les FEE sont un espace de dialogue et de co-création entre le leadership politique de CGLU, la société civile organisée et les partenaires dans les Town Halls de CGLU. Entre mai et octobre 2023, les FEE ont permis d'avancer des conversations prospectives autour de quatre thèmes identifiés comme « points d'entrée » pour décliner le Pacte pour l'avenir de CGLU - Déclaration Politique de Daejeon : **reconquérir les biens communs, redéfinir les finances, regagner la confiance et reconstruire l'architecture du gouvernement.**

Les résultats des FEE organisés autour des quatre points d'entrée ont contribué à définir collectivement les agendas des Conseils politiques renouvelés de CGLU. Chaque FEE a offert un espace pour des consultations interactives avec les participant·e·s :

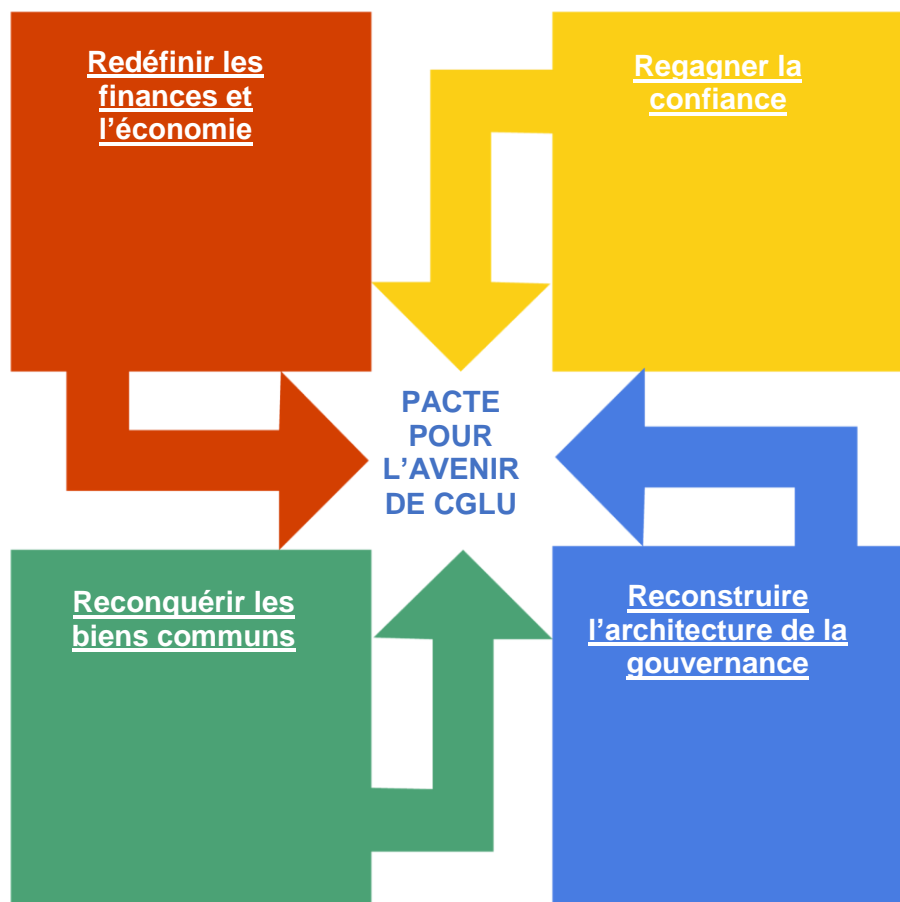
- Les gouvernements locaux et régionaux (GLR) ont partagé leurs contributions, y compris leurs aspirations, leurs expériences et leurs défis.
- Les segments « en focus » ont permis aux partenaires des organisations de la société civile ou du système des Nations unies de remettre en question les termes du débat.
- Des discussions ouvertes entre toutes les parties ont été encouragées dans un format « Agora ».
- Sur la base de ces discussions, chaque FEE a permis d'identifier les orientations politiques clés à retenir.¹

Cette mise en perspective offre un guichet unique pour les FEE : elle centralise toutes les ressources produites autour des FEE, récapitule les principales orientations politiques de chaque FEE, soulignant leur lien avec le travail à venir des Conseils politiques de CGLU et contribuant à définir les voies communes à suivre.

¹ Toutes les contributions échangées et les orientations politiques qui ont émergé de chaque FEE sont disponibles dans les quatre documents de vision publiés après les FEE. Tous les documents sont disponibles la [plateforme UCLGMeets](#).

Les exercices de réflexion sur l'avenir en chiffres²

- Les participant-e-s ont échangé 104 faits, aspirations, ambitions et provocations liés à la reconquête des biens communs, à la restauration de la confiance, à la redéfinition des finances et de l'économie, ainsi qu'à la reconstruction de l'architecture de la gouvernance.
- Ils et elles ont partagé 38 exemples de partenariats à fort impact, d'outils et d'actions audacieuses par lesquels ils et elles ont fait progresser leurs engagements en renouvelant le contrat social, en exploitant l'organisation collective et la coopération, en définissant de nouveaux modèles de gouvernance, en transformant le système économique, en promouvant l'égalité locale et territoriale et en favorisant l'élaboration de politiques centrées sur les personnes.
- De manière significative, les participant-e-s ont également identifié 28 questions clés pour continuer à progresser ensemble vers la réalisation de ces engagements.
- En plus de 46 conclusions et principes clés pour guider les voies communes à suivre.
- Ils et elles ont également échangé une grande variété de ressources, regroupées dans une fresque murale accessible en cliquant ci-dessous.



² Les chiffres suivants découlent de l'analyse approfondie de toutes les contributions et échanges effectués lors des exercices de réflexion sur l'avenir.

En un coup d'œil : les points à retenir des exercices de réflexion sur l'avenir et leur connexion avec les Conseils politiques de CGLU

Que signifie reconquérir les biens communs ?

Le collectif organisé partage une aspiration commune à « reconquérir les biens communs » comme un appel puissant à transformer non seulement notre compréhension des ressources, mais aussi notre manière même de coexister et de prospérer en tant que communautés³. Nous nous sommes engagé-e-s à redéfinir les biens communs tant sur le plan pratique que conceptuel. Pour ce faire, nous devons élargir notre conception des biens communs, nous éloignant d'une vision des ressources pour adopter celle des nécessités et pratiques partagées qui soutiennent la vie. Ce changement nous oblige à modifier notre manière de gouverner, de financer, et fondamentalement, ce que nous entendons par biens communs.

Redéfinir notre approche : élargir la notion de biens communs

Les biens communs ne sont pas seulement des choses. Nous devons penser au temps et à l'espace comme des biens communs. Tout comme nous pouvons choisir de rivaliser pour le temps et les ressources, nous pouvons choisir de prendre soin, de partager, et d'imaginer un avenir où nous prospérons collectivement.

- Le concept du droit à la ville et les nouveaux éléments essentiels, qui sont au cœur du **Conseil politique sur le droit à la ville : reconquérir les biens communs**, nous offrent un puissant moyen d'interroger les notions de lieu et de services en tant que biens communs, transcendant l'idée de propriété privée et explorant les significations plus profondes de la place de la culture, la connaissance et notre imagination.
- Pour réellement reconquérir les biens communs, nous devons étendre notre approche au système financier mondial et à l'environnement, nous libérant de l'idée coloniale selon laquelle des éléments tels que l'eau et la terre ne sont que des marchandises à exploiter. Le **Conseil politique sur la redéfinition des finances et de l'économie pour l'égalité** sera déterminant pour faire progresser cette conversation.

Défendre les droits intrinsèques dans le cadre du droit à la ville

Reconquérir les biens communs est une mission entrelacée avec la défense des droits intrinsèques. Ces droits, ancrés dans les biens communs et les communautés qui les nourrissent, comprennent le droit à l'eau, le droit à l'alimentation et le droit à une vie saine. Les espaces symboliques, patrimoniaux et culturels où circulent les

³ Cliquez ici pour accéder au document complet sur la [vision de la reconquête des biens communs](#) pour un compte rendu détaillé des discussions tenues lors de l'exercice de réflexion sur l'avenir.

connaissances locales et la mémoire à travers les générations entrent également dans ce champ d'application.

- Nous reconnaissons notre responsabilité envers les générations futures, en œuvrant pour un monde diversifié, inclusif et accessible où chaque jeune peut réaliser son potentiel. Ces droits universels et cette dignité ne doivent pas être soumis aux caprices des forces du marché. C'est une tâche pour toutes les communautés, où la gouvernance doit reposer sur les personnes, travaillant de concert. **Le travail entrelacé des Conseils politiques sur la reconquête de la confiance et la reconquête des biens communs** sera au cœur de cet effort.

Une approche holistique de la gouvernance

Pour concrétiser cette vision, nous comprenons qu'un contrat social renouvelé est impératif. Il ne s'agit pas simplement d'ajuster les institutions existantes, mais d'une refonte complète de notre architecture de gouvernance.

- Cette transformation va au-delà des institutions ; elle concerne notre manière d'interagir les un-e-s avec les autres, avec la planète, et la manière dont nous nous gouvernons. Cela englobe également la manière dont les échanges se déroulent à l'échelle mondiale. À cette fin, le **Conseil politique sur le multilatéralisme local et la diplomatie des villes : relier le local au mondial** jouera un rôle prépondérant. Dans ce contexte, il devient essentiel de collaborer étroitement avec les communautés, en mettant un accent particulier sur celles en situation de marginalisation. La culture joue un rôle fondamental, assurant l'accès à l'éducation, aux services, à la santé, et favorisant une cohabitation harmonieuse et des liens affectifs

Redéfinir le rôle des communautés

Les communautés sont au cœur de la reconquête des biens communs. Elles -nous- possèdent, réactivent et veillent sur des biens communs vitaux, y compris la connaissance générationnelle et les espaces symboliques. Les complexités de la pandémie de COVID-19 et des crises mondiales nous obligent à repenser les rôles des gouvernements locaux et régionaux et des communautés. Nous plaçons les personnes au cœur des politiques publiques, favorisant des alliances telles que les partenariats public-public et public-communauté.

- Nous valorisons la connaissance locale, la culture et les données en tant qu'outils pour l'élaboration de politiques basées sur des preuves, la participation politique et des futurs durables. Le **Conseil politique** sur la confiance abordera la plupart de ces questions.

Les biens communs et l'agenda féministe et de soins

L'agenda féministe et de soins s'entrecroise de manière harmonieuse avec l'agenda des biens communs. Les biens communs ne sont pas seulement essentiels à la vie ; ils sont cruciaux pour la reproduction de la vie. Cet agenda partagé englobe les secteurs, comprenant les soins, la réparation, la reconstruction, la collaboration et l'écoute communautaire. Il plaide en faveur d'une croissance endogène, en mettant l'accent sur le fait de ne laisser personne pour compte.

- L'éducation, en particulier l'éducation à l'égalité des genres, joue un rôle central dans la conduite de la transformation. La protection sociale pour toutes les populations, y compris les travailleurs informels, est reconnue comme un bien commun essentiel. **Les Conseils politiques sur les biens communs et la redéfinition de l'économie pour l'égalité** seront cruciaux pour faire progresser cet agenda.

Que signifie redéfinir les finances et l'économie ?

L'aspiration partagée de notre collectif organisé de GLR de « redéfinir les finances et l'économie » est de transformer complètement le système économique actuel, axé sur la croissance, entravant la résilience en période de crise, détruisant les écosystèmes et approfondissant les inégalités.⁴ Cette transformation nécessite de changer le fonctionnement des systèmes économiques et financiers (comment nous finançons) mais aussi, et surtout, la valeur qui sous-tend ces systèmes (pourquoi et ce que nous finançons).

Prioriser la durabilité des biens communs avant tout

La priorité absolue de nos systèmes financiers et économiques doit être la perpétuation et la durabilité des biens communs, car ils soutiennent la vie. Nous devons préserver les écosystèmes et l'environnement qui nous fournissent nos ressources communes vitales et irremplaçables et dont nous dépendons. Toutes les décisions financières et d'investissement qui font fonctionner l'économie doivent pleinement prendre en compte et protéger notre planète.

- Les biens communs, comme le traitera **le Conseil politique sur le droit à la ville : reconquérir les biens communs**, incluent l'air respirable, le sol fertile, les organismes vivants, les forêts ou l'eau, et doivent être respectés, entretenus et utilisés avec précaution pour la survie humaine, et non exploités de manière non durable.
- **Le Conseil politique sur les territoires résilients et régénératifs : renaturer** travaillera sur la manière de progresser vers une société centrée sur l'harmonie

⁴ Cliquez ici pour accéder au document complet sur la [vision de la redéfinition des finances et de l'économie](#) pour un compte rendu détaillé des discussions tenues lors de l'exercice de réflexion sur l'avenir.

avec la nature et le bien-être humain en promouvant les principes de justice climatique, de proximité, de continuum urbain-rural et de régénération.

Ancrer les décisions financières dans les besoins des personnes

L'objectif de notre société est de garantir que chacun-e, sans exception, puisse voir ses besoins fondamentaux satisfaits et déployer pleinement son potentiel. Pour y parvenir, les décisions financières doivent être ancrées et centrées sur les besoins et le bien-être des personnes. Tous les acteurs publics et privés devraient être guidés par les besoins des communautés lors de la planification des investissements, de la mesure des progrès, de l'élaboration des budgets et de la gestion des portefeuilles ayant des implications financières.

- Nos pratiques améliorées doivent également inclure des accords innovants et créatifs, ainsi que des services financiers sur mesure, tels que des prêts à faible taux d'intérêt et une pleine utilisation de la fiscalité. Cela devrait aider à orienter les finances vers un système plus équitable qui met un terme à l'approfondissement des inégalités et soutient les moyens de subsistance de base sans laisser personne pour compte.
- Ces sujets sont discutés au sein **du Conseil politique sur les opportunités pour toutes et tous : redéfinir les finances et l'économie pour l'égalité**, où, par exemple, la production intensive de technologie et les programmes d'austérité qui réduisent la portée des dépenses sociales et des services publics universels seront mis à l'ordre du jour pour être réexaminés en faveur de dépenses publiques basées sur des approches socialement responsables et respectueuses des droits humains.

Encourager le rôle des communautés pour une reterritorialisation du financement

La transformation des systèmes financiers et économiques doit être guidée par des trajectoires vers l'égalité urbaine et territoriale, où les communautés jouent un rôle actif dans la reterritorialisation des systèmes financiers. Porter attention aux discriminations croisées et systémiques est crucial pour garantir que les populations marginalisées soient entendues et prises en compte dans les processus locaux d'élaboration des politiques. De nombreux avantages découlent de projets et de modalités de gestion centrés sur les connaissances et l'expérience locales, tels que la réorientation du financement vers l'aide au développement et plus de solidarité.

- Dans les démocraties, le manque de transparence des décisions financières donne aux gens un sentiment de dépossession. Cela doit être remédié en encourageant et en assurant une représentation et une participation égales dans la prise de décisions. **Le Conseil politique sur la gouvernance multiniveaux : regagner la confiance** explorera ces questions. Il évoquera les mécanismes dédiés qui peuvent être mis en place pour atteindre cet objectif : la création de monnaies locales et sociales ; la promotion de budgets participatifs, y compris

des budgets sensibles au genre ciblés pour les femmes et les filles ; ou la fourniture de services publics de base universels et accessibles, entre autres.

Garantir une participation large et inclusive à la gouvernance économique mondiale

Les principes de l'engagement multipartite et des modèles de gouvernance ouverte doivent être considérés comme des conditions préalables pour débloquer les ressources financières dans tous les processus liés au développement des infrastructures et des services. Cela s'applique également aux forums de discussion et aux instances de prise de décisions du système financier international, qui doivent être gouvernés par des accords inclusifs et participatifs permettant des décisions collectives prenant en compte tous les points de vue.

- **Dans le Conseil politique sur le multilatéralisme local et la diplomatie des villes : relier le local au mondial**, le renouvellement des mécanismes de gouvernance pour assurer un dialogue continu entre les acteurs à tous les niveaux sera une question centrale. L'inclusivité est d'autant plus importante en matière de financement, de réponse et de gestion des crises et des urgences complexes. Les acteurs publics et privés, les ONG et les associations doivent tous se joindre et assumer **leur coresponsabilité d'utiliser les finances comme un moyen de servir l'humanité** et de construire un avenir meilleur. **Des partenariats consolidés à fort impact** sont essentiels pour que le nouveau système reflète la vision de chacun·e et que les gouvernements locaux et régionaux soient justement reconnus dans les politiques de développement mondial.

Qu'implique la reconquête de la confiance ?

L'exercice de réflexion sur la confiance a mis en évidence que le collectif partage l'appel du secrétaire général des Nations unies dans le cadre du Programme commun pour construire la confiance en tant que condition nécessaire pour atteindre le nouveau contrat social.⁵ Il y avait une compréhension commune de la gravité et de la complexité des moteurs actuels de la méfiance. Il y avait également une aspiration commune à assurer des environnements sûrs pour les élu-e-s, afin de leur permettre de prendre des risques et de favoriser des innovations institutionnelles améliorant l'engagement des populations envers les institutions publiques.

La proximité, la transparence et la co-création ont été soulignées comme des moyens de construire la confiance dans l'arène politique, tandis que le journalisme de qualité et la coopération scientifique ont été mis en lumière comme des outils utiles.

⁵ Cliquez ici pour accéder au document complet sur la [vision de la récupération de la confiance](#) pour un compte rendu détaillé des discussions tenues lors de l'exercice de réflexion sur l'avenir.

Développer des outils stratégiques pour considérer les villes comme l'environnement idéal pour construire la confiance : élaboration de politiques axées sur les personnes et démocratie participative

Un facteur clé dans la reconstruction de la confiance est la participation des citoyen-ne-s aux processus décisionnels de leurs villes. L'innovation locale est nécessaire pour promouvoir des actions audacieuses et des alliances visant à construire la confiance dans un contexte de polarisation croissante, de montée de l'extrémisme et de multiplication des bulles de communication. Comme le montre l'exercice de réflexion sur l'avenir, la pratique de démocratie participative et délibérative au niveau local constitue de bons exemples de la manière de faire face à la récupération de la confiance et au renouvellement de la gouvernance. De plus, la fourniture adéquate de services publics locaux est essentielle pour construire la confiance dans les institutions publiques auprès des résident-e-s.

- **Le Conseil politique sur la gouvernance multiniveaux : regagner la confiance** fera progresser la réflexion sur la manière de façonner la démocratisation comme une trajectoire vers l'égalité en favorisant un environnement propice à la démocratie locale et à la décentralisation ; en promouvant la transparence, la responsabilité, la gouvernance ouverte et la lutte contre la corruption. Il explorera comment faire progresser ce qui précède tout en adoptant une approche intersectionnelle de la politique et de la programmation participatives, et en promouvant des processus participatifs pour impliquer toutes et tous les résident-e-s dans la prise de décisions et le suivi de la gouvernance locale.

Une façon féministe de gouverner en tenant compte de l'inclusion sociale et d'un véritable dialogue avec les communautés : la composante affective de la confiance

Faire progresser les approches féministes de la gouvernance locale permet d'ancrer des éléments essentiels à la construction et au maintien de la confiance dans les systèmes de gouvernance locale, tels que la liberté d'expression, l'expression artistique ou la garantie que toutes les populations, y compris les femmes et les filles, ont un accès égal aux opportunités de prospérité.

En particulier pour les gouvernements locaux et régionaux dans leur relation avec les jeunes et les jeunes migrant-e-s des communautés marginalisées, les défis critiques consistent à créer des espaces d'engagement qui réduisent la peur et permettent de mieux comprendre les besoins des différentes communautés.

- **Le Conseil politique sur la redéfinition des finances et de l'économie pour l'égalité sera déterminant pour cette approche.**

Renforcement de l'éducation dans le respect de la démocratie et de ses institutions : identifier la violence contre les élu·e·s locaux/locales et les militant·e·s et la prévenir

Il est nécessaire de protéger les élu·e·s locaux/locales contre les menaces et la violence qui augmentent au rythme de la méfiance démocratique et de l'antiparlementarisme. Les discours populistes totalitaires génèrent d'importants problèmes de méfiance en exploitant des facteurs tels que la désinformation, le manque d'accès à une information de qualité pour les secteurs de la population ayant moins d'opportunités, ou la peur provoquée par les inégalités et l'instabilité socio-économique.

- La récupération de la confiance est intrinsèquement liée à la génération des biens communs et à la nouvelle architecture gouvernementale. Le **Conseil politique sur le droit à la ville : reconquérir les biens communs** explorera la relation bidirectionnelle qui existe entre la récupération de la confiance, garantissant que les biens communs et la nouvelle gouvernance seront un succès, et le fait que ces deux éléments travaillent ensemble est essentiel pour regagner la confiance de la population.

Le travail des dirigeant·e·s locaux/locales, des universitaires et des journalistes sur la récupération de la confiance : repenser le journalisme et les médias pour maintenir une information indépendante de qualité

Les gouvernements locaux et régionaux doivent défendre des actions nécessaires, telles que la régulation des grandes plateformes médiatiques et des réseaux sociaux, pour protéger la liberté d'expression et la liberté de la presse contre la manipulation, les fausses informations, le harcèlement et les campagnes de haine. Ils doivent également promouvoir des débats rationnels avec des informations transparentes, ainsi que l'éducation des citoyen·ne·s, de la petite enfance aux adultes, pour détecter les abus dans les réseaux sociaux à la connaissance des institutions et des valeurs démocratiques.

- De plus, le **Conseil politique sur la gouvernance multiniveaux : regagner la confiance** évoquera également la manière dont les gouvernements locaux et régionaux, en raison de leur proximité avec la population et de leur contact plus direct avec ses préoccupations, ne devraient pas seulement promouvoir des mesures et des actions pour restaurer la confiance, mais devraient également avoir une voix forte dans les débats nationaux et internationaux.
- La concentration des grandes entreprises médiatiques, des plateformes de médias sociaux et du monde de la publicité qui contrôlent *de facto* les médias est une source de méfiance publique. Les inégalités sociales et économiques ont également un impact dans ce domaine. Le **Conseil politique sur les opportunités pour toutes et tous : redéfinir les finances et l'économie pour l'égalité** examinera la façon de promouvoir un nouveau modèle économique permettant d'inverser les inégalités et de financer le journalisme, la science et la politique de manière équitable et indépendante.

Que signifie la reconstruction de l'architecture de la gouvernance ?

L'aspiration commune de notre collectif organisé de gouvernements locaux et régionaux à reconstruire l'architecture de la gouvernance est de redéfinir la manière dont le pouvoir et la gouvernance sont partagés, et qui fait partie des tables de décisions.⁶ Cette transformation nécessite de définir une nouvelle architecture de la gouvernance, qui n'implique pas seulement les gouvernements locaux et régionaux et d'autres parties prenantes dans la prise de décisions du local au global (autrement dit, qui est à la table), mais qui transforme également les outils et mécanismes multilatéraux actuels, qui se révèlent incapables de faire face aux crises et urgences actuelles (en bref, transformer ce qu'est la table mondiale).

Changer les règles du jeu et reconstruire la confiance pour un système plus égalitaire

Dans le cadre de l'échange sur la définition d'une nouvelle architecture de la gouvernance, faire progresser l'égalité locale et territoriale et renouveler le contrat social ont été les deux dimensions les plus largement discutées. **Redéfinir la gouvernance doit aborder les moteurs sous-jacents qui ont conduit à l'augmentation des inégalités, lesquelles se sont remarquablement aggravées après la pandémie de COVID-19**, soulignant ainsi le besoin de renouveler des mécanismes de prise de décisions et la valorisation d'outils, tels que ceux liés à la planification stratégique, que les gouvernements locaux et régionaux peuvent exploiter pour prioriser des actions clés pour faire face à ces inégalités croissantes.

Le collectif des gouvernements locaux et régionaux et ses alliés ont une compréhension commune de la nécessité de renouveler la gouvernance et de la manière dont cela implique de changer les règles du jeu. Le nouveau contrat social que nous recherchons nécessite des décisions collectives, un partenariat entre les gouvernements locaux et régionaux et la société civile, ainsi que des voix locales depuis la base. Il est essentiel que **les gouvernements locaux et régionaux et leurs réseaux soient au cœur des décisions mondiales**, apportant les voix des communautés locales aux tables de décisions.

Le renouvellement de la gouvernance est intrinsèquement lié à la nécessité de construire la confiance. Surmonter les systèmes de gouvernance, qui se concentrent principalement sur les gouvernements nationaux au centre, impliquera également de transformer les institutions multilatérales, y compris **les gouvernements locaux et régionaux et les acteurs non étatiques, en espaces qui sont traditionnellement encore détenus par les gouvernements nationaux, y compris le Conseil de sécurité des Nations unies**.

⁶ Cliquez ici pour accéder au document complet sur la [vision de la redéfinition de l'architecture de la gouvernance](#) pour un compte rendu détaillé des discussions tenues lors de l'exercice de réflexion sur l'avenir.

- Les interactions entre les gouvernements locaux, régionaux et nationaux ainsi que leur relation avec le système international sera au **cœur du Conseil politique sur la gouvernance multiniveaux : regagner la confiance.**
- La nécessité d'amener aux tables de négociations mondiales les valeurs de la décentralisation, de la subsidiarité, de l'autonomie et de la responsabilisation, ainsi que d'influencer les institutions supranationales, seront certains des éléments renouvelés du **Conseil politique sur le multilatéralisme local et la diplomatie des villes : relier le local au mondial.**

Une gouvernance renouvelée des nouveaux éléments essentiels

Le monde que nous envisageons garantit également des services de base, et le rôle des gouvernements locaux et régionaux est d'assurer leur prestation. **La gouvernance du droit au logement, de la couverture santé universelle, de l'éducation, du travail décent, de l'inclusivité, et du droit à l'alimentation et à l'eau est cruciale pour garantir qu'ils atteignent correctement nos populations.**

La gouvernance des biens communs doit être financée par un écosystème financier mondial renouvelé. Pour répondre à l'inégalité dans la distribution des revenus et aux défis auxquels les gouvernements sont confrontés pour réduire les inégalités, l'écosystème financier doit se transformer pour transformer notre monde. Les cadres fiscaux doivent être repensés, le profit ne peut plus être notre seul moteur. Il est donc essentiel que nous envisagions une nouvelle façon de mesurer le bien-être et d'autonomiser les acteurs non étatiques pour financer les objectifs.

- Les biens communs, comme abordé par le **Conseil politique sur le droit à la ville : reconquérir les biens communs**, incluent non seulement les biens communs, mais également ceux identifiés comme « nouveaux éléments essentiels », et leur gouvernance doit garantir qu'ils sont respectés, entretenus et utilisés avec soin pour la survie humaine.
- Passer de l'accent sur le profit aux personnes, le financement pour réduire les inégalités, et un écosystème financier renouvelé pour les biens communs est l'un des axes du **Conseil politique sur les opportunités pour toutes et tous : redéfinir les finances et l'économie pour l'égalité.**

Harmonie avec nos écosystèmes : une gouvernance renouvelée pour la planète

Un système multilatéral axé sur le développement en harmonie avec nos écosystèmes, adoptant une approche inclusive de la gouvernance des crises basée sur les connaissances locales, territoriales et autochtones, est la voie à suivre pour reconstruire nos systèmes en résonance avec le monde qui nous entoure.

- Les systèmes de gouvernance multiniveaux doivent être prêts à répondre aux nouvelles demandes liées aux urgences complexes, en particulier la crise climatique, les crises sanitaires cumulatives, et toutes les autres urgences, et

seront liés à l'approche du **Conseil politique sur les territoires résilients et régénératifs : renaturer.**

Une vision transversale pour l'avenir

Au fil des quatre premiers exercices de réflexion sur l'avenir, des liens critiques sont apparus, démontrant que les quatre points clés identifiés ne sont pas isolés, mais favorisent plutôt une mise en œuvre transversale du Pacte pour l'avenir de CGLU - Déclaration politique de Daejeon.

- **Tous les FEE ont abordé l'importance de garantir les nouveaux éléments essentiels et les services de base, y compris les biens communs.** Cela suppose de renouveler les finances pour permettre une prestation de services renouvelée, et protéger les biens communs et les nouveaux éléments essentiels, qui à leur tour doivent développer une alliance multipartite pour le financement du développement, ainsi qu'une gouvernance économique mondiale plus large pour assurer un modèle de gouvernance renouvelé.
- **Tous les FEE ont souligné la nécessité de placer les soins au centre, et le développement d'une façon féministe de gouverner a été considéré comme une manière de protéger la prestation de biens communs, ainsi que de consolider la composante affective de la confiance.** En plaçant le soin au cœur des actions, les participant-e-s ont soutenu que l'accent se déplace des profits vers les personnes, la planète et la gouvernance. Cela implique également un éloignement d'un système multilatéral construit autour des gouvernements nationaux, en appliquant le principe de subsidiarité à la manière dont nous gouvernons.
- **Tous les FEE ont mis en avant l'importance des partenariats, qui font partie intégrante de tous les exercices et étaient identifiés comme nécessaires pour toute action future.** En particulier, la construction de liens entre le monde universitaire et les gouvernements locaux et régionaux, pour développer des politiques basées sur des preuves, a été considérée comme essentielle dans un moment de crises et d'urgences cumulatives. La nécessité d'établir de nouveaux partenariats entre notre collectif organisé et le système international, ainsi qu'avec d'autres sphères de gouvernement, a été considérée comme essentielle pour transformer l'architecture de gouvernance et changer fondamentalement la manière dont nous finançons le développement durable. Les partenariats avec les médias et la création de liens avec les journalistes ont été identifiés comme cruciaux pour regagner la confiance. Les partenariats avec la société civile ont également été considérés comme essentiels pour la confiance, ainsi que pour développer des approches participatives pour gouverner les biens communs.

Orientations futures

Comme exposé dans ce document de mise en perspective, les résultats des exercices de réflexion sur l'avenir tenus autour des quatre points d'entrée du Pacte pour l'avenir de CGLU ont alimenté les futures discussions des Conseils politiques renouvelés de CGLU. Cependant, l'orientation vers l'avenir est cruciale : les FEE continueront de servir d'espace de co-création, permettant aux Conseils politiques renouvelés de mener des débats collectifs sur des questions urgentes.

- Pour le **Conseil politique sur le droit à la ville : reconquérir les biens communs**, ces questions englobent l'avancement des débats et des partenariats sur les droits sexuels et reproductifs, les systèmes de soins et les évolutions démographiques.
- Pour le **Conseil politique sur les opportunités pour toutes et tous : redéfinir les finances et l'économie pour l'égalité**, d'autres FEE permettront de progresser dans les discussions sur l'avenir du travail, le financement de la mise en œuvre locale de l'Agenda 2030 et des autres engagements internationaux pour le développement durable, ainsi que la redistribution des responsabilités en matière de soins.
- Le **Conseil politique sur la gouvernance multiniveaux : regagner la confiance** initiera également des réflexions partagées sur l'engagement significatif des jeunes, la promotion de l'antiracisme et la gouvernance en partenariat.
- Pour le **Conseil politique sur le multilatéralisme local et la diplomatie des villes : relier le local au mondial**, les FEE aideront à catalyser des efforts conjoints pour promouvoir des initiatives à fort impact, concevoir un système de gouvernance d'urgence locale axé sur les soins et l'empathie, et encourager un agenda de paix renouvelé.
- Le **Conseil politique sur les territoires résilients et régénératifs : renaturer** galvanisera les efforts communs pour faire avancer les discussions sur les pertes et dommages, la justice climatique, la valorisation appropriée des connaissances autochtones et les solutions basées sur la nature d'un point de vue local.